

**La politique traditionnelle
nuit gravement
à votre bien-être**

**Alors tournez la page
et rejoignez-nous !**

Votez MCG

le 15 avril 2018

Chassons les imposteurs de l'échiquier politique !

La politique genevoise est de plus en plus gangrénée par les projets farfelus qui donnent de dangereuses illusions à nos concitoyens. Ne tombons pas dans ce piège.

Le bla-bla-bla a toujours été la principale activité des partis politiques traditionnels. Toutefois, aujourd'hui nous constatons que cette pratique est largement surpassée par le dépôt d'initiatives et autres textes de loi fantaisistes, dont le seul but est d'abuser la population.

Attention aux projets bidons

Ce sont des méthodes fallacieuses faites pour appâter les électeurs. Nous dénonçons ces illusions qui vont décevoir et dégoûter la population.

Il s'agit de projets bidons qui sont irréalisables et ne servent que de prétexte à faire parler de soi.

Gare aux procédés néfastes

Cette manière de tromper les électeurs ne peut conduire qu'aux pires déceptions parce qu'elle empêche de résoudre les problèmes du canton de Genève.

En cela, ces procédés sont nuisibles pour Genève. Les charlatans qui jouent ce jeu irresponsable représentent un véritable danger public.

Agir pour Genève

En revanche, notre mouvement présente des projets crédibles et réalisables, qui améliorent concrètement la situation vécue par les habitants de notre canton.

Par exemple, les problèmes en matière d'emploi, de sécurité ou d'assurance-maladie nous concernent directement et il est exclu pour nous de présenter ce genre de projets bidons, qui sont irréalisables.

Avant de déposer une initiative, nous veillons attentivement à ce qu'elle soit applicable juridiquement, financièrement et apporte un réel progrès dans l'intérêt général.



Les charlatans de la politique genevoise: ça suffit !

Le MCG dépose des initiatives concrètes et efficaces: signez-les en toute tranquillité !

Avant de faire une proposition, le MCG s'assure qu'elle soit réalisable et efficace, en apportant un avantage à toute la population et qu'elle soit exempte de tout piège.

Nous avons déposé deux initiatives populaires fédérales sur l'assurance-maladie, en partenariat avec d'autres partis politiques cantonaux.

A Genève, notre initiative populaire cantonale «Frontaliers:stop», présente une solution à l'actuelle attribution automatique des permis frontaliers (G), ce qui ne sera plus possible. Il faudra maintenant examiner chaque demande.

C'est par ce travail précis que l'on améliorera la vie des habitants de notre canton.

Pour vous, le MCG s'engage

- contre l'arrivée massive de frontaliers
- **pour la préférence cantonale**
- contre l'insécurité
- **pour une police forte**
- contre les lobbys des assurances
- **pour des primes accessibles à tous**
- contre la discrimination de nos PME
- **pour la priorité des PME genevoises**
- contre la pénurie des appartements
- **pour la priorité des logements aux Genevois**



Il est impératif d'augmenter le nombre d'élus MCG au Grand Conseil

Le MCG représente toutes les catégories de la population et défend une vision où seul l'intérêt général compte.

Nous n'avons pas une politique basée sur des idéologies mais sur les intérêts de la population.

Nous agissons au Grand Conseil pour être votre porte-parole. Notre politique de proximité est notre force pour être votre relai dans les institutions genevoises.

Pour vous faire entendre, il est crucial de pouvoir compter sur un groupe parlementaire composé de nombreux députés. Seule cette condition fait que votre voix deviendra incontournable pour que soient prises les bonnes décisions qui



répondent aux préoccupations de nos concitoyens.

Nous appelons ainsi tous les citoyens à nous soutenir, sans oublier les abstentionnistes, afin de redonner à Genève sa grandeur qui a fait sa prospérité. En-

semble, nous pouvons espérer avoir une politique audacieuse pour relever les nouveaux défis qui nous attendent.

Faites un vote utile, votez MCG !

Le MCG, une valeur sûre pour le Citoyen

Contre l'afflux des frontaliers: le travail permanent du MCG !

Le Mouvement Citoyens Genevois se retrouve le plus souvent seul à défendre les résidents genevois. Il est le dernier rempart.

Genève a attribué plus de 106'000 permis frontaliers (G). C'est beaucoup trop. Pour cette raison, le MCG lance une initiative pour modérer ces engagements.

Une action de tous les jours

Cette mesure, si elle est acceptée, viendra compléter le travail quotidien du MCG. Au travers de la directive cantonale, nous freinons l'engagement de

frontaliers à l'Etat de Genève, dans les régies publiques et le secteur subventionné. Les députés MCG au Grand Conseil demandent des comptes sur les engagements de frontaliers dans le secteur public dans tous les services ou entités subventionnées, lorsque la question est examinée. Nous faisons ainsi pression et exerçons un contrôle. Avec l'initiative «Fronta-

liers: stop!», nous devons également exercer un contrôle parlementaire et gouvernemental afin qu'elle soit réellement appliquée.

Une politique déterminée

La présence MCG au Conseil d'Etat ainsi qu'une forte députation au Grand Conseil sont indispensables pour mener cette politique efficacement.

Nous constatons, hélas, que les autres partis se paient de belles paroles mais n'agissent pas concrètement pour un frein bloquant l'afflux constant de frontaliers.

Les défenseurs des frontaliers se renforcent

Les dernières déclarations de plusieurs groupes parlementaires au Grand Conseil sont pires encore. Plusieurs députés ont défendu l'engagement de travailleurs frontaliers permis G (définition: de nationalité étrangère, habitant à l'étranger et travaillant en Suisse).

Nous sommes inquiets de voir la mise en place d'un lobby frontalier qui est en préparation pour le futur Grand Conseil afin d'attaquer frontalement les résidents genevois.

Il faut impérativement renforcer le MCG !

Signez l'initiative Frontaliers: stop!



Votez MCG
Liste 11 - Grand Conseil

MCG
www.mcge.ch

Le courage des idées, la force de l'action

Journal «Le Citoyen», organe du MCG.
Responsable: Ana Roch, présidente.

Rédacteurs: Roger Golay,
François Baertschi.

MCG, case postale 155, 1211 Genève 13.

Assurance-Maladie

Bloquons le versement de 400 millions !

Genève est le seul canton romand à verser, chaque année, 400 millions de francs à la Confédération (péréquation intercantonale) au titre de la «solidarité» confédérale. En effet, de très nombreux cantons bénéficient d'une aide financière de notre part.

En revanche, la solidarité confédérale ne s'applique pas aux Genevois pour l'assurance-maladie, avec des primes qui devraient être semblables à celles d'autres cantons où la différence est parfois considérable. Lorsqu'il s'agit d'une assurance sociale obligatoire, les primes devraient être identiques dans toute la Suisse tout comme l'est l'AVS par exemple.

Ces différences de primes, ça suffit ! Nous voulons mettre la pression sur la Berne fédérale afin qu'elle corrige cette inégalité de traitement.

Pour ce faire, nous allons déposer un texte parlementaire pour bloquer ces centaines de millions de francs, en attendant une réaction du Conseil fédéral.

Assurance-maladie: stop aux lobbys indécents !

Le niveau des primes a atteint un niveau insupportable. Il est temps de mettre fin au pouvoir d'influence des caisses-maladie.

Année après année, les primes d'assurance-maladie augmentent, ce qui devient toujours plus insupportable à de nombreux habitants de ce canton.

Une indépendance réclamée

Les mesures qui devraient être prises à Genève sont bloquées par le lobby des caisses-maladie. C'est pourquoi nous participons à une initiative fédérale «Pour un Parlement fédéral indépendant des caisses-maladie», lancée par les conseillers d'Etat Maillard (VD) et Poggia (MCG, GE).

En effet, l'assurance obligatoire de soins (LAMal) est une tâche publique déléguée à des caisses-maladie. Le fait qu'un nombre important de parlementaires siège dans des conseils d'administration ou autre organisme de ces caisses enlève l'indépendance et l'objectivité nécessaire. C'est pour cela que nous demandons qu'il soit impossible d'occuper ces deux fonctions simultanément. Il y a un conflit d'intérêt évident.

«On ne peut à la fois surveiller et être surveillé»

Ce texte entend «imposer une incompatibilité nette entre l'exercice de la tâche publique déléguée par l'Etat de gérer l'assurance obligatoire des soins et tout mandat de parlementaire fédéral. On ne peut en effet être à la fois surveillé et surveillant, régulateur et régulé».

La récolte de signatures se poursuit durant toute l'année 2018 pour avoir un Parlement indépendant du lobby des caisses-maladie, afin de commencer à gérer les assurances-maladie pour le bien de tous.

Les assurés attendent avec impatience ce progrès !



**Les assurés
souffrent
d'un système
absurde**

Mettons fin aux scandales de la République genevoise

Office des poursuites, FIPOI, Office du tourisme...

Ces dernières années, Genève a connu une suite de scandales qui sont intolérables. A chaque fois, les responsables ont cherché à camoufler les problèmes au lieu de les régler..

Office des poursuites lamentable

Chacun a pu suivre le désastre de l'Office des poursuites, placé sous la direction d'un magistrat démocrate-chrétien, avec une désorganisation inquiétante, pour les clients de l'office et une situation problématique pour le personnel. Les erreurs, bugs informatiques et difficultés de tous ordres se sont multipliés. C'est l'usager de l'Office, les PME et les particuliers, qui ont fait les frais de ces erreurs de gestion répétées. Nous ne voulons plus revoir de telles situations.

FIPOI. scandale en petit comité

Quant au président PLR du Gouvernement il a permis, par son absence de contrôle et de gouvernance, l'apparition du scandale de la FIPOI, avec de douteuses attributions de mandats. Au nom de l'efficacité, l'édile siégeait dans le conseil restreint de la FIPOI avec une conseillère administrative socialiste candidate au Conseil d'Etat.

C'est le contrôle fédéral des finances qui est intervenu dans des attributions irrégulières de travaux et de mandats. Quant au rapport de la Cour des comptes, accablant lui aussi, il a été en partie masqué pour des raisons qui ne sont pas acceptables. Vouloir cacher les scandales qui dérangent n'est pas une bonne politique et l'on peut déplorer l'opacité dans le dossier FIPOI. Cela se place tout à fait dans une tradition politique que nous ne voulons plus voir.

C'est la preuve que ces conseils d'administration et de fondation, composés d'un petit



Les casseroles bruyantes qui ont secoué Genève

nombre de membres, font mal leur travail de contrôle.

Catastrophe à la française

Ces petits comités sont un désastre et on en a la preuve avec la Fondation Genève Tourisme, formée d'un conseil restreint, qui a attribué les Fêtes de Genève à un Français contesté, qui a laissé un trou de plusieurs millions, alors que cette manifestation fonctionnait jusqu'ici à l'équilibre. La deuxième année, rebelotte, la Fondation Genève Tourisme réussit à perdre de nouveau des millions.

Le Conseil de fondation, un petit comité, a réussi à démontrer son incompétence, contrairement aux conseils d'administration publics qui sont représentatifs

de l'ensemble de la population et ont un délégué par parti en leur sein.

République des copains et des coquins

Il est quand même étonnant de constater pareils dysfonctionnements venant de milieux qui sont souvent des donneurs de leçons mais se révèlent au final de pitoyables gestionnaires.

Le MCG veut mettre fin à la série de scandales qui ont frappé l'Etat de Genève. Nous devons nous atteler courageusement aux problèmes, hors des réseaux des copains et des coquins !

François BAERTSCHI

Le courage des idées, la force de l'action

Abrogeons la Loi sur la police: citoyens en danger !

Après deux années de mauvaises expériences, la nouvelle Loi (LPol) provoque des effets catastrophiques pour notre sécurité et sur la motivation du personnel policier.

La majorité du Grand Conseil de cette dernière législature devrait reconnaître ses erreurs, sur l'application de la nouvelle Loi sur la police. Quant au Conseil d'Etat qui a commis une bourde phénoménale en présentant cette loi insensée, il serait bien avisé de se préoccuper des défaillances du système sécuritaire dans notre canton.

Le MCG vivement opposé à la Lpol

Depuis la mise en oeuvre de cette pseudo-réforme, des effets dévastateurs se sont manifestés, comme le MCG l'avait prévu. C'est pour cela que nous avons lancé un référendum qui a échoué devant le peuple en 2015 à une cinquantaine de voix près, sur la base d'arguments fallacieux émanant de la majorité des partis politiques: PLR, PDC, PS et Verts.

Finalement, le temps nous a donné raison. D'ailleurs, les médias ont relevé ces dernières semaines le désastre sur le plan sécuritaire et de l'organisation opérationnelle due à cette loi.

Une situation catastrophique

La commission du personnel, organisme tout à fait officiel, a lancé auprès des agents de police une enquête pour juger objectivement de l'opinion de ceux et celles qui sont sur le terrain toute l'année. Le résultat de ce «sondage» s'est révélé effarant. Les policiers dénoncent le fait qu'ils ne peuvent pas, dans de nombreux cas, répondre aux réquisitions demandées par la population. Leurs interventions souffrent de retards considérables. Nous n'osons même pas parler de ce qui se passe la nuit en matière d'effectifs ou



(Photo David Rosenbaum-Katzmann)

Il n'est pas admissible qu'une loi absurde entrave le travail de la police

pendant des périodes critiques de l'année. Ceci provoque une très profonde démotivation due à l'impuissance des agents d'effectuer leur travail correctement en raison d'un manque d'effectifs.

La pire des réponses, c'est que plus personne ne sait qui fait quoi dans le Corps de police.

La cause principale de la situation actuelle c'est d'avoir installé une multitude de structures séparées les unes des autres. Sans compter que la suppression de l'en-

tité gendarmerie a eu un effet ravageur sur la fierté d'appartenir à une institution de haute tradition vieille de plus de deux cents ans pour Genève.

Le MCG fera de ce thème l'une de ses préoccupations principales pour la prochaine législature afin de modifier la loi actuelle. Il est essentiel de garantir une meilleure sécurité pour nos concitoyens que ce que nous connaissons aujourd'hui. Le MCG s'y engage.

Roger GOLAY, conseiller national

Le MCG : une source d'énergie durable

Candidats MCG au Conseil d'Etat

Mauro POGGIA

Votre enthousiasme à mener à bien les affaires gouvernementales reste entier. Etes-vous satisfait de votre action ?

Une action politique est toujours confrontée à des oppositions. Que ce soit de la part de ceux qui sont contre, de ceux qui voudraient faire autrement, ou de ceux qui ne voudraient tout simplement rien faire. Lorsqu'on fait un bilan en fin de législature, il ne faut évidemment pas le comparer à un programme, qui, lui, exprime une intention sur une feuille blanche.

Cela dit, et si l'on retient que le bilan est le résultat d'une force de travail et de conviction, soutenue par la compétence des équipes, je peux être plus que satisfait de ce qui a été réalisé, que ce soit pour la lutte contre le chômage, pour le maintien de prestations sociales qui garantissent la cohésion sociale tout en dénonçant et sanctionnant la fraude, et enfin pour l'amélioration de la prise en charge sanitaire de la population, en particulier de nos aînés.

Que faudrait-il améliorer dans votre département ?

Pour ce qui est plus exactement des politiques publiques menées par mon département, je dirais

d'abord en ce qui concerne l'emploi, il faudra accompagner les nouvelles lois en faveur d'un premier emploi des jeunes, des plus de 50 ans et des seniors proches de l'âge de la retraite. La préférence à l'emploi pour nos résidents devra être renforcée et étendue au secteur privé, essentiellement sur une base volontaire, à laquelle je crois et qui a fait ses preuves, mais aussi sur une base plus contraignante lorsque le nouveau droit fédéral le permettra.

Pour l'aide sociale, les faux incitatifs actuels, qui restent une réalité, et qui font que l'on n'est pas récompensé lorsque l'on prend le risque de repartir sur le marché du travail, même à temps partiel, devront être corrigés. Il faudra aussi, avec les communes, créer des réseaux de solidarité pour le suivi et la veille des aînés qui le souhaitent, afin d'éviter le risque d'isolement social.

Pour la santé enfin, il faudra poursuivre l'action conjointe visant à maîtriser les coûts, à obtenir plus de transparence dans l'utilisation des primes, et à rechercher des sources de financement qui soulagent les ménages. Le tout sans porter atteinte à l'accès à des soins de qualité.



Quelle est votre motivation pour les cinq prochaines années ?

Ma motivation est intacte pour défendre l'intérêt de notre population. Sans parti pris, sans dogmatisme. Simplement en cherchant des solutions justes et respectueuses aux problèmes et aux défis auxquels nous sommes confrontés. Le tout avec détermination et créativité. Un conseiller d'Etat doit être davantage qu'un bon gestionnaire. Il doit être capable de trouver des voies nouvelles en sachant motiver les compétences exceptionnelles qui œuvrent au service de notre canton.

Avec le MCG, osons l'audace!

Nous voulons que Genève compte, durant cette nouvelle législature, des élus qui soient prêts à s'engager pour des grands projets afin de rendre notre ville plus attractive au niveau économique, des transports, du tourisme. Les générations précédentes ont su faire preuve d'audace et d'esprit créatif, notamment avec la construction de la Rade, le développement de la Genève internationale entre autres. Nous leur devons la prospérité et la beauté de notre ville qui est largement appréciée.

Nous ne pouvons nous contenter des acquis, ce qui serait catastrophique pour notre République et canton. Le temps est venu de relever de nouveaux défis, ce qui est indispensable si nous voulons assurer un avenir prospère et positif pour les habitants de notre canton.

Nous avons un enjeu capital pour l'avenir de Genève, c'est le quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV), qui ne fait pas l'objet du soutien qu'il devrait rencontrer en raison de polémiques politiciennes qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Si la Genève actuelle a profité de la destruction des fortifications au 18e siècle, pour construire de nouveaux quartiers superbes et une Rade magnifique, nous avons la chance aujourd'hui d'avoir un quartier où tout est possible: le PAV.

Nous souhaitons le développement du PAV (Prairie-Acacias-Vernets), qui permettra la création d'un quartier futuriste, apportant une prospérité pour l'ensemble de la population. Ce PAV rendra possible une urbanisation créée par des architectes talentueux, en faisant preuve d'audace au niveau de la hauteur et de l'esthétique. Ce qui sera indispensable. Dans le même temps, nous pourrons ainsi préserver les zones agricoles, villas et historiques ailleurs dans le canton.

Les Genevois sont fiers de leur ville. Nous devons nous ancrer dans l'ère numérique et des nouvelles technologies puisque nous ne pouvons nous permettre d'échapper à ce virage déterminant pour notre avenir.

L'édification du PAV peut être un signe fort et il convient d'arrêter les blocages stériles, en tous genres, qui sont trop souvent la règle à Genève. Nous aurons besoin d'audace pour assurer un avenir aux générations suivantes. Le MCG est prêt à relever ce défi.

Votez compact les 3 candidats MCG au Conseil d'Etat

Ana ROCH

Vous êtes candidate au Conseil d'Etat, qu'est-ce qui vous pousse à relever un tel défi ?

J'ai passé des années à m'occuper du bien communautaire par le biais des associations que je préside ou celles dont je suis membre. La chose publique m'a toujours intéressée aussi et ce depuis mon adolescence, où parfois j'aidais mes camarades dans les devoirs d'école par exemple. Puis, naturellement, c'est au sein de la commune de Vernier, où j'habite depuis ma tendre enfance, que j'ai apporté ma contribution, notamment au Conseil municipal, et dans certaines commissions aussi. J'y ai pris goût. Siégeant au Grand Conseil genevois, je pense que caresser l'idée d'aller au Conseil d'Etat n'est pas une idée saugrenue pour moi. Je tente ma chance. Je sais que j'ai à Genève beaucoup de suffrages promis depuis mon arrivée quelque peu «rock and roll» à la présidence du MCG. Ce sera l'occasion de faire les comptes des réels soutiens, et c'est important en politique de se confronter aux électeurs, ce qui est bien évidemment le cas lors de cette consultation.

Pour le surplus, il m'est difficile de m'étendre davantage sur ces motivations, tant les raisons de me

jetter dans la bataille sont nombreuses et multiples.

Nous constatons qu'une seule femme est représentée au Conseil d'Etat actuel. Estimez-vous que cela présente un déficit en termes de gouvernance ?

Je ne suis pas partisane d'avoir des quotas pour des quotas. Seules les compétences comptent. Néanmoins, je pense que beaucoup de femmes à Genève ont les compétences pour briguer un poste à la magistrature suprême genevoise. Donc, un certain rééquilibrage serait de bon aloi.

Quels sont les sujets importants que vous voulez défendre ?

La formation, mon sujet fétiche. J'ai une certaine expérience en la matière, en particulier dans le domaine de la formation professionnelle. En fait tout ce qui se rapproche directement au bien-être de la population, le travail, la santé, penser à nos retraités, bref, la charge sociale, m'est d'un grand intérêt. Mais je vous vois venir avec votre prochaine question, «mais c'est à Monsieur Poggia, Conseiller d'Etat sortant à qui ces thèmes incombent, me direz-vous». Vous avez raison, alors sachez que si



vous êtes la dernière à entrer dans ce collège, vous prenez ce qui vous sera attribué. Donc la réponse à votre question c'est: «tous les thèmes », parce qu'un conseiller d'Etat doit répondre collégialement à toutes les attentes de la population, tous dicastères confondus.

Daniel SORMANNI

La politique vous a toujours animé, votre candidature au Conseil d'Etat serait-elle le couronnement de votre carrière intense ?

Dès mes 15 ans, apprenti, j'ai été sensible au bien commun et j'ai très vite adhéré et été actif au syndicat, commissaire d'apprentissage durant 20 ans, président d'un groupe syndical dans l'automobile, rapidement engagé en politique, élu conseiller municipal en Ville de Genève en 1979, puis député en 1980, attaché au bien commun et à la justice depuis toujours, je souhaite apporter mon expérience et Mes Compétences pour Genève, au gouvernement de mon canton.

Parallèlement durant ma carrière professionnelle, j'ai eu soif de me perfectionner. Le brevet fédéral de spécialiste en protection incendie en poche, j'ai privilégié les domaines économiques et financiers, notamment la comptabilité, le droit public et constitutionnel et le droit privé, ainsi que le management des ressources humaines. J'ai suivi également la formation en administration publique et obtenu le certificat CFAP de l'université de Genève. Mon premier métier est mécanicien sur automobile.

Accéder au gouvernement n'est pas l'aboutissement d'un parcours mais l'accélération de mon engagement pour le bien public et de répondre aux besoins des résidents de notre canton qui souffrent.

En cas d'élection, quel département choisiriez-vous et pourquoi ?

Je suis prêt à prendre n'importe quel département

que le collège décidera de me confier (finances, logement, notamment). Mais dans l'idéal c'est un département de l'économie et de l'emploi, rassemblé, de la création des postes de travail, la promotion économique, à l'office cantonal de l'emploi (OCE), et au traitement social qui me motive le plus car c'est le lien entre la formation à l'école, puis professionnelle et la construction de sa vie sociale au sens large, que permet un emploi stable et correctement rémunéré dans la durée.

Former, encadrer, mettre à niveau nos résidents et leurs donner la priorité aux emplois créés à Genève est une nécessité sociale, financière et humaine indispensable à l'équilibre de notre société.

Quels sont vos objectifs politiques ?

-Prioriser l'emploi aux habitants de Genève et aux chômeurs,
-Instaurer un contrat social fort avec les entreprises du canton

-Modernisation de la gestion de l'administration (comptabilité analytique, contrôle de gestion, cour des comptes, analyse des politiques publiques), pour pouvoir faire mieux et plus, avec des budgets équilibrés.

-Renforcer la promotion économique (FAE, et organismes d'aides financières),

- renforcer l'aide aux oubliés de Genève (chômeurs et sans emplois), et les former.

-Soutenir le monde associatif comme complément à l'action publique,



-Améliorer la prise en charge des personnes âgées, prévenir les maladies pour vieillir en bonne santé, favoriser le maintien à domicile et éviter les hospitalisations, adapter l'offre de prestations aux besoins
-Aider les coopératives d'habitations et les acteurs publics et privés du logement à réaliser les logements nécessaires aux habitants de Genève, principalement la classe moyenne.

-Mettre en place, dès que possible, une caisse de compensation cantonale en matière d'assurance maladie.

-Redéfinir la politique de la « Mobilité », dans le sens du respect démocratique et de la complémentarité des transports, en améliorant la fluidité, par la priorisation des transports publics pour les pendulaires hors canton.

-Assurer la sécurité des citoyens de Genève, 1re étape de la liberté et de l'épanouissement des citoyens de Genève,

Des résultats concrets et une vision éclairée

Voici, en un bref résumé, l'action et les projets de Mauro POGGIA, conseiller d'Etat chargé du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (2013-2018)

Emploi

Le principe de priorité à l'emploi à compétence égale pour les demandeurs d'emploi résidant dans le canton dans le secteur public et parapublic a été étendu et son contrôle renforcé.

Action efficace sur le chômage, dont le taux est passé de 5,6% en 2015 à 5,3% en 2017 (5,2% en février 2018).

Introduction dans les critères d'attribution des marchés publics de l'engagement des entreprises favorisant l'emploi local.

Dépôt de lois soutenant les jeunes pour leur premier emploi, les «+ de 50 ans», et les seniors à 3 ans de la retraite.

Le futur:

Soutenir la priorité à l'emploi à compétence égale pour les demandeurs d'emploi résidant dans le canton dans le secteur privé, par la mise en œuvre du nouveau droit fédéral, et l'étendre sur la base d'accords négociés avec les organisations patronales.

Améliorer la mise en relation des demandeurs d'emploi avec les postes annoncés.

Renforcer le soutien des demandeurs d'emploi pour adapter la formation aux besoins de l'économie.

Action sociale

Mise en place des réformes pour assurer un meilleur accompagnement des personnes soutenues.

Instauration d'une lutte efficace contre la fraude, avec la suppression de prestations indues, des décisions de remboursement pour 25 mio et 7 mio déjà récupérés.

Obtenu des assureurs maladie la renonciation à réclamer aux jeunes adultes les primes impayées durant leur minorité.

Activation et participation, pour le compte des cantons, avec le département fédéral de l'intérieur, de négociations avec la France ayant rapporté 41,5 mio dont 8,8 mio pour Genève pour le remboursement de l'aide aux indigents français résidant sur le territoire suisse.

Le futur:

Réunir sous un même département toutes les prestations sociales du canton puis simplifier et améliorer la lisibilité des prestations.

Renforcer les incitatifs et réduire les pénalisations objectives aux personnes qui reprennent une activité à temps partiel.

Renforcer la lutte contre la fraude à l'aide sociale.



Pour nos aînés

Mise en place d'une politique concertée de la personne âgée par la création d'une collaboration entre le social et la santé

Création d'un service d'urgences à l'Hôpital des Trois-Chêne évitant attentes et transferts.

Création d'une journée genevoise, puis romande des proches aidants avec mise en service d'un numéro d'appel unique pour informations et conseils.

Encouragement à la construction d'immeubles avec encadrement afin d'offrir une alternative adaptée entre le domicile et l'EMS.

Le futur:

Mise en place, avec les communes, d'une aide pratique et administrative de proximité

Renforcement des unités d'accueil temporaire afin de soulager les proches aidants et éviter leur épuisement.

Poursuite et renforcement de la politique d'aide et de soins à domicile.

Handicap

Création d'une antenne socio-éducative sur le site de Belle-Idée afin de préparer les retours à domicile et éviter les réhospitalisations.

Augmentation du nombre des places d'accueil selon les spécificités des personnes vivant avec un handicap.

Renforcement de l'équipe mobile des HUG pour des interventions à domicile évitant les hospitalisations d'urgence.

Introduction dans les critères d'attribution des marchés publics de l'engagement des entre-

prises favorisant l'intégration des personnes vivant avec un handicap.

Le futur:

Poursuivre l'adaptation des places d'accueil aux besoins.

Renforcer la collaboration avec les établissements pour personnes handicapées afin de maintenir la haute qualité de la prise en charge actuelle.

Soutenir et encourager l'intégration des personnes vivant avec un handicap dans le monde du travail.

Santé

Élaboration d'une planification sanitaire cantonale garantissant l'accès à une médecine de qualité pour l'ensemble de la population, sans discrimination selon le niveau social.

Renforcement de la collaboration HUG-CHUV par la création de centres romands de compétences et création d'un centre de stockage commun.

Ouverture d'une pharmacie de garde permanente destinée au public sur le site des HUG

Maîtrise des coûts dans le secteur hospitalier stationnaire qui sont en-dessous de la moyenne nationale pour les hôpitaux universitaires.

Développement de partenariats public-privé lorsque ceux-ci sont dans l'intérêt des patients.

Rédaction et dépôt, conjointement avec M. Maillard, conseiller d'Etat (VD), et des associations civiles et politiques, d'une initiative fédérale redonnant aux cantons le pouvoir de gérer les primes de leurs assurés.

Le futur:

Poursuivre l'action au niveau fédéral pour obtenir davantage de moyens pour les cantons en matière de maîtrise des coûts.

Proposer au niveau fédéral un nouveau mode de financement permettant de soulager la charge des ménages au niveau des primes.

Renforcer l'action cantonale en faveur de l'aide à domicile par le renforcement du réseau d'immeubles avec encadrement pour personnes âgées.

Lutter contre toutes les pratiques influençant la hausse des coûts de la santé sans plus-value pour la population.

Renforcer l'utilisation du dossier médical électronique du patient pour favoriser la collaboration interprofessionnelle et éviter les actes inutiles et néfastes.

Les candidats du MCG pour l'élection au Grand Conseil



Mauro POGGIA
Genève, conseiller d'Etat, titulaire du brevet d'avocat



Roger GOLAY
Lancy, conseiller national, ancien président du MCG, ancien maréchal de Gendarmerie



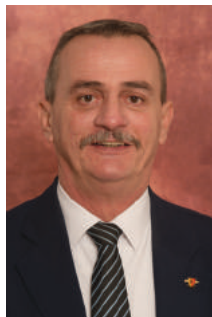
Ana ROCH
Vernier, présidente du MCG, députée sup., dirigeante d'une PME, conseillère municipale



Daniel SORMANNI
Genève, député, conseiller municipal Ville GE, ingénieur protection incendie indépendant



Thierry CERUTTI
Vernier, député, gendarme maire de Vernier 2008-11, administrateur TPG, fond. immo HBM ED, syndicaliste



Jean-Marie VOUMARD
Genève, 2e vice-président du Grand Conseil, député, CA Fondation officielle de la jeunesse



Céline LE JONCOUR-BRULHART
Satigny, gestionnaire de projets, membre CA du Fonds de l'assurance-maternité (LAMat)



François BÄRTSCHI
Genève, député, secrétaire général du MCG, ancien journaliste



Sandro PISTIS
Plan-les-Ouates, gendarme, député chef du groupe MCG au Grand Conseil



Jean-Paul DEROUETTE
Onex, président du Conseil municipal, enseignant



Danièle MAGNIN
Genève, députée, conseillère municipale, avocate



Francisco VALENTIN
Député, conseiller municipal, fonctionnaire d'Etat



Françoise SAPIN
Meyrin, députée, expert-comptable diplômée agréée ASR, indépendante, CM



Christian FLURY
Lancy, maréchal de gendarmerie retraité, député, CM Lancy, commissaire aux EAN



Sandra GOLAY
Genève, députée, expert-comptable



André PYTHON
Lancy, député, policier retraité



Henry RAPPAZ
Chêne-Bougeries, député, membre fondateur du MCG, scénariste, producteur de films



Florian GANDER
Versoix, député, ancien CM Bernex, informaticien, organisation bikers pour les enfants



Christian DECORVET
Bellevue, député, responsable d'une centrale d'achats



Gabriella SONDEREGGER
Carouge, présidente du Conseil municipal, cadre dans le transport aérien



Patrick DIMIER
Cologny, député suppléant, chef de groupe à la Constituante, médiateur, avocat honoraire



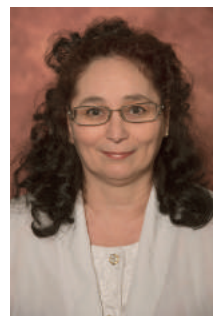
Jean FONTAINE-VIVE-CURTAZ
Lancy, entrepreneur-pépiniériste, CM Lancy depuis 2007, député suppléant



Alexandra SAAS
Plan-les-Ouates, présidente du Conseil municipal, géobiologue



Thomas ZOGG
Genève, assistant parlementaire, diplômé en sciences politiques, conseiller municipal



Louise PASCARELLA
Chêne-Bourg, présidente du Conseil municipal, aide-soignante



Hatem FEKKAK
Genève, architecte-urbaniste, enseignant universitaire, consultant Bureau directeur MCG



Antonio ANGELO
Versoix, président du Conseil municipal,



Jean-Pascal CATTIN
Genève, cadre bancaire, fondé de pouvoir, membre du Bureau directeur en 2006

Tous unis pour la victoire le 15 avril 2018



Jarek BARYEKA
Genève, attaché parlementaire fédéral, cons. du Bureau directeur MCG; conseiller en entreprise



Kevin REICHENBACH
Lancy, conseiller municipal, expert en radioprotection, conseiller à la sécurité



Frédéric CHAPOU
Veyrier, gendarme



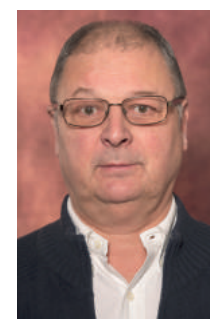
Amar MADANI
Genève, conseiller municipal, employé postal



Laurent LEISI
Genève, conseiller municipal, directeur d'entreprise



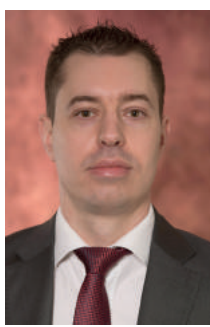
Rémy OUDIN
Aire-la-Ville, informaticien



Jean VILLETTE
Thônex, chimiste retraité, ancien conseiller municipal



François AMBROSIO
Vernier, informaticien, conseiller municipal, juge prud'homme et prés. d'audience 06-17



Albano TEIXEIRA
Thônex, économiste, contrôleur-gestion police, ancien référent comptable des HUG



Roger FRAUCHIGER
Meyrin, conseiller municipal, chef d'entreprise



Daniel DELLAGIOVANNA
Cologny, chef de service, diplômé en assurances sociales



Claude ROULIN
Genève, responsable des ventes, directeur sportif d'un club de tennis



Armando COUTO
Lancy, conseiller municipal, informaticien



Alexandre NIETO
Bernex, employé des Hôpitaux universitaires de Genève



Laïla CHAOU
Versoix, conseillère municipale, commissaire administrative HUG



André SOTOMAYOR
Vernier, conseiller municipal, comité tour pédestre, v.p. Swiss Med Emergency



Ricardo DO REGO
Lancy, dessinateur en bâtiment



Marie VENDRELL
Genève, assistante comptable



Yasmine MENETREY
Genève, conseillère municipale



Claude ANGELOZ
Vernier, conseiller municipal



Pierre-Alain LAURENT
Genève, gendarme retraité



Burim JAHIJAJ
Chêne-Bourg, entrepreneur



Giuseppe DI SALVO
Lancy, CFC auto, diplôme gestion du patrimoine, employé des PTG



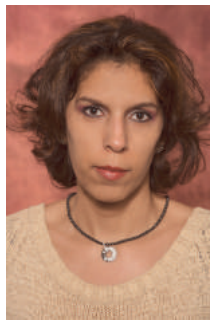
Philippe HEIMO
Bardonnex, spécialiste en maintenance informatique, ancien conseiller municipal



Marc CHAPPAZ
Vernier, conseiller municipal, logisticien, président de la Jeunesse MCG



Minkailou BARRY
Chêne-Bourg, économiste d'entreprise



Joëlle CATALAN
Veyrier, employée de commerce



Bruno REOLON
Lancy, conseiller municipal, responsable logistique

Les candidats du MCG pour l'élection au Grand Conseil



Jean-François ALBANESI
Genève, responsable technique



Olivier KLINGELE
Genève, secrétaire général du SEGE (Syndicat des employés genevois), cadre logistique



Jeanne BENCKER
Lancy, conseillère municipale, aide-soignante certifiée, retraitée



Tex MARGUET
Satigny, conseiller municipal, policier



Janine DELMENICO
Thônex, conseillère municipale



Elena SHLYAPINA
Genève, UniGe - Sciences de l'environnement - assistante doctorante; licence en droit



Yves MUDRY
Lancy, enseignant en maths et physique



Gérard GOSTOLI
Plan-les-Ouates, représentant, commercial



Héléne YAU
Genève, webdesigner



Flavio INNOCENTI
Lancy, chauffeur de taxi indépendant



Sabina COVER
Vernier, directrice adjointe, vice-présidente Association Laetitia



Cédric AMBORD
Onex, indépendant, webmaster, graphiste, imprimeur



Javier GARCIA
Genève, expert automobile



Nathalie BELCASTRO DE LUCA
Confignon, employée de commerce



Jean-Luc ZBINDEN
Satigny, gendarme retraité, ancien conseiller municipal



Ahmad (Chawki) AHDAB
Jussy, membre de Direction de banque, maîtrise fédérale



Aurora BAIUNCO
Onex, conseillère municipale, employée de commerce



Rui OLIVEIRA
Vernier, conseiller municipal, employé de commerce



PASTORE Daniel (Dany)
Genève, conseiller municipal, retraité



Rada DRASKOVIC
Genève, indépendante



William HAYMOZ
Carouge, retraité, ancien conseiller municipal



Muriel BESSE
Carouge, conseillère municipale, responsable des ventes



Marie-Josée NAINÉ
Carouge, retraitée, ancienne restauratrice



Mohamed GHARBI
Carouge, directeur financier



Bertille (Clarence) LOOSLI
Genève, infirmière chargée de formation



Sarah EMONET
Vernier, présidente du Comité Alerte



Olivier MULLER
Chancy, indépendant



Olivier LODDO (HENRIOUD)
Vernier, commerçant

Les candidats du MCG pour l'élection au Grand Conseil



Salah BEN CHAABANE
Vernier, éducateur sportif, chauffeur de taxi



Vitor DE OLIVEIRA NUNES
Lancy, employé postal



Christophe MARECHAL
Onex, conseiller municipal, entrepreneur



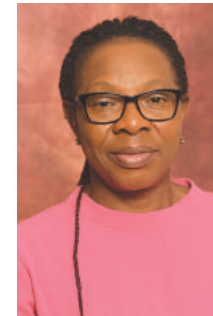
Salvatore SPAGNOLO
Lancy, opérateur-surveillant



Sircée PIERRE-TOUSSAINT
Carouge, conseillère municipale, assistante socio-éducative



Christian STEINER
Genève, spécialiste en réinsertion professionnelle, ancien pilote de ligne



Rose (Marie-Angeline) BISSAT
Onex, conseillère municipale

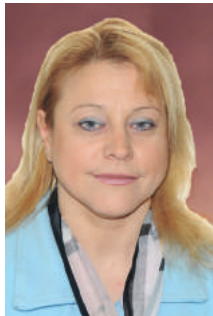
Nicolas SAUSER
Vernier, opérateur en biotechnologie

Milène GUISY
Confignon, administratrice

Julien DUSSAN
Genève, architecte HES, inspecteur



Alain MARTIGNONI
Bernex, jardinier-payagiste, ancien conseiller municipal



Christine (Kristine) BEUN
Lancy, assistante administrative



Emmanuel MARTIN
Vernier, chauffeur professionnel, ex-agent de protection rapprochée



Alain RYSER
Onex, gestionnaire d'une entreprise sociale



Philippe BONVIN
Lancy, employé communal



Armand MONNEY
Genève, électricien

**Tous unis pour la victoire
le 15 avril 2018**

Votez la liste 11 MCG

Le MCG exige davantage de logements pour la classe moyenne et les petits salaires

Comme nous l'avons déjà fait avec insistance, le MCG veut continuer son combat pour obtenir davantage de logements pour la classe moyenne et ceux qui n'ont pas des revenus décents.

Grâce aux députés MCG, Genève a progressé dans la construction de logements. Toutefois, le nombre des appartements à disposition des Genevois est loin d'être satisfaisant surtout à des prix abordables.

Nous voulons profiter du nouveau quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV) pour répondre à la demande des Genevois en matière de logements.

En effet, ce quartier peut offrir des milliers de logements qui doivent servir essentiellement à la classe moyenne et aux personnes ayant de petits revenus. Par conséquent, nous nous insurgons face



à la lenteur du lancement de la construction des immeubles pour répondre à la très forte demande. Nous considérons

que les attaques des partis de droite, sous la houlette des représentants des milieux immobiliers, au Grand Conseil, retardent - comme nous l'avons vu lors de la session de février - les projets tant attendus. Il est évident que la crise du logement arrange bien du monde dans certains milieux.

Il n'est pas admissible que la recherche d'un logement à Genève devienne l'un des soucis majeurs de nos concitoyens. Le MCG a déposé plusieurs textes parlementaires pour développer le PAV. Nous continuerons d'agir dans ce sens.

Nous voulons aussi, dans la mesure du possible, diminuer les surfaces de bureau et construire davantage de logements. Nous cherchons également à stopper la destruction de la zone agricole et des zones villas.

Le programme du MCG au service des citoyennes et des citoyens de Genève

1. La priorité de l'emploi pour les résidents genevois face aux frontaliers
2. Moins de véhicules frontaliers hyper-polluants sur nos routes
3. Arrêtons de nous faire plumer par la France voisine et les cantons suisses au niveau fiscal!
4. Cessons les gaspillages à l'Etat !
5. Priorité aux PME genevoises face aux entreprises étrangères
6. Assurer la sécurité pour tous
7. Mettre fin à la dictature des lobbys pour réduire le montant des primes
8. Chasser les dealers de nos rues
9. Pour une justice impartiale
10. Bienveillance envers les contribuables
11. Des logements pour tous
12. Soutenons les salariés
13. Economie forte pour un social efficace
14. Défendre notre place financière
15. Mesures environnementales
16. Défendre notre agriculture
17. Fluidifier le trafic
18. Impôts raisonnables sur les voitures
19. Surveiller le chantier du CEVA
20. Enseignements: formation accessible et adaptée pour tous
21. Personnes âgées: améliorer les conditions de vie
22. Ne pas oublier les personnes handicapées
23. Valoriser le travail des proches-aidants
24. Favorisons le sport !
25. Favorisons l'enseignement musical
26. Quartier du PAV: soyons audacieux !
27. Grand Genève: non à un projet à contre-sens



Elections cantonales: votons tous MCG !



Afflux des frontaliers: stop !

Donnons du travail aux 16'000 demandeurs d'emplois genevois !

Assurance-maladie: ça suffit

Combattons la hausse des primes ! Stop au mépris de la Confédération à l'encontre des assurés genevois !

Logements pour tous les Genevois

Urgent: des appartements pour la classe moyenne !

Soutenons la police !

Donnons-lui les moyens d'agir !

Soutenons les salariés !

Stop aux attaques salariales des travailleurs du public et du privé !

Priorité aux PME locales

Une économie forte pour un social efficace